

FRANCE MONDE

Aujourd'hui

Vincent Peillon installe le Conseil supérieur des programmes (CSP) qui devra répondre à une question compliquée : que doivent apprendre les élèves ?



En vue

Aung San Suu Kyi bientôt à Strasbourg. La dirigeante de l'opposition birmane est attendue le 22 octobre au Parlement européen de Strasbourg pour y recevoir le Prix Sakharov sur les Droits de l'homme qui lui avait été décerné en 1990. A l'époque, la dame de Rangoun était assignée résidence par la Junte militaire.



A suivre

La sécurité sacrifiée. La production à moindre coût jusque quand ? Sept personnes sont mortes hier l'incendie d'une usine textile au Bangladesh, fournisseur du tissu pour de grandes marques internationales.

à retenir aussi



Alain Delon. Archives AFP

People

Delon comprend

la place du FN

L'acteur « approuve » la « place très importante » du Front National et il estime que « nous n'en serions pas là si Nicolas Sarkozy était au pouvoir » dans un entretien avec le quotidien suisse *Le Matin*. Interrogé sur la montée de la droite radicale, en France avec le FN et à Genève avec le Mouvement des Citoyens Genevois (MCG), Alain Delon, 77 ans, trouve cette évolution « tout à fait édifiante parce que les gens en ont marre qu'on leur parle comme on le fait. Ils veulent de l'action, ils veulent autre chose. Ils ont connu une France différente de Gaulle ou même sous Mitterrand ».

Réforme pénale

1.000 postes

contre la récidive

La contrainte pénale et la lutte contre les sorties sèches, prévues dans le cadre de la réforme pénale présentée hier en conseil des ministres, supposent un renforcement des moyens humains, notamment pour les juges d'application des peines et les conseillers d'insertion et de probation. Le premier ministre Jean-Marc Ayrault a donc annoncé hier la création de 1 000 postes de conseillers sur trois ans. 42 postes de juges doivent être créés en 2014, après 80 en 2013.

Environnement

Gaz de schiste :

oui, mais...

Les activités d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures non-conventionnelles par fracturation hydraulique doivent « obligatoirement » faire l'objet d'une étude d'impact environnemental, a décidé hier le Parlement européen. Les eurodéputés étaient appelés à se prononcer sur la révision d'une loi européenne vieille de 20 ans concernant l'évaluation des incidences environnementales de certains projets publics et privés.

Politique

La vie publique

transparente ?

Le Conseil constitutionnel a donné son feu vert hier aux lois voulues par François Hollande pour « réhabiliter la vie politique » après le scandale Cahuzac, en rendant plus transparente la vie publique et en combattant les conflits d'intérêt. 8 000 responsables - ministres, parlementaires, certains grands élus locaux et hauts fonctionnaires - devront déclarer leur patrimoine et les « intérêts » qu'ils détiennent.

Alpes-Maritimes

Loup : les éleveurs

manifestent

Une cinquantaine d'éleveurs ont manifesté dans le calme hier matin à Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes), où des chercheurs participent à un symposium de quatre jours intitulé « Vivre ensemble avec le loup ? ». Historiens, géographes, sociologues ou biologistes doivent explorer pendant quatre jours les passions suscitées par la présence du loup depuis l'Antiquité. C'est précisément dans le parc national du Mercantour, tout près, que le loup avait fait son retour en France en passant ses cols italiens voici 20 ans.

Société 79 % des élèves des grandes écoles prêts à partir travailler à l'étranger

Nos diplômés rêvent d'ailleurs

Voilà qui ne manquera pas de relancer la polémique sur l'attractivité de la France : nos meilleurs étudiants seraient prêts à quitter le pays pour trouver du travail.

Le chiffre impressionnant : dans les grandes écoles françaises, huit étudiants sur dix envisagent, leur diplôme en poche, de partir travailler à l'étranger. Exactement 79 % des étudiants de Centrale, Sciences Po Paris ou Insa Lyon, sondés par Harris Interactive pour l'Institut Montaigne, se disent tout à fait (55 %) ou plutôt (24 %) prêts.

L'éducation minimisée

Les États-Unis arrivent en tête des destinations rêvées (32 %), devant le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Canada. Avec un objectif clair, pour 59 % d'entre eux : la carrière et le salaire...

Il faut cependant relativiser. L'Insa Lyon précise ainsi que 10 % seulement de ses diplômés partent réellement à l'étranger. Et le ministère de l'Éducation prend soin de minimiser l'ampleur du phénomène, en soulignant qu'il serait circonscrit aux grandes écoles.

Car la polémique n'est pas loin.

Heureux qu'ils, comme Ulysse, aient fait un beau voyage, ou comme cestuy-là qui conquit la toison. Et puis est retourné, plein d'usage et raison, Vivre entre ses parents le reste de son âge !

Joachim Du Bellay
Poète français (1522-1560)



Des nouveaux diplômés d'HEC (École des hautes études commerciales) expriment leur joie... Photo Pierre-Franck COLOMBIER

Faut-il voir, dans cette envie d'ailleurs, une critique de la France ? Le directeur de l'Institut Montaigne, Laurent Bigorigne, réfute le raccourci : « Dans la mondialisation, il est normal que des étudiants aient envie de travailler à l'étranger. » Mais il ajoute : « La question est de savoir si notre pays est vraiment attractif, si nous sommes capables d'attirer des étudiants étrangers aussi bien que nous exportons des étudiants français ».

Défiance française

C'est le cas, affirme le ministre des Français de l'étranger, Hélène Conway-Mouret. D'ailleurs, ces départs ne sont pas une perte, mais un investissement pour le pays, nous

dit-elle en substance. Et quand Laurent Bigorigne dit lire dans ces sondages les conséquences d'une fiscalité trop élevée ou d'une défiance à l'encontre de la réussite, la ministre répond : c'est un mouvement de long terme, qui n'a pas attendu l'élection de François Hollande.

Pénurie d'emplois

Reste que la stagnation économique de la France encourage les départs. Parmi les élèves des meilleures écoles, 34 % estiment qu'il leur sera difficile de trouver un travail en France. Une crainte confortée par une étude de l'Aphec, l'association pour l'emploi des cadres, publiée hier : moins des deux tiers des diplômés bac + 4 avaient un emploi un an

après leur entrée sur le marché du travail. Et à peine la moitié bénéficiait d'un contrat à durée indéterminée. « Leurs rêves d'ailleurs ne sont pas des rêves d'aventure », commente Laurent Bigorigne. Leur envie est testée de nécessité. Il n'empêche, ces étudiants témoignent aussi de l'insertion de leur pays dans la mondialisation. La plupart (79 %) ont déjà effectué des séjours à l'étranger durant leur scolarité, de plus de six mois pour la moitié d'entre eux. Si les plus âgés veulent bien se souvenir de leurs propres études, c'est bien un profond changement de culture qui s'annonce avec cette nouvelle généra-

Francis BROCHET



Questions à Hélène Conway-Mouret

Ministre des Français de l'étranger

« Je leur dis : partez et revenez plus forts ! »

Est-ce une bonne chose que les jeunes diplômés français...

veulent partir à l'étranger ?

Qui, c'est le signe d'une France qui est moderne, qui prend des risques, qui sait que sa formation est appréciée à l'étranger. La grande majorité de ces jeunes y voient un tremplin professionnel, l'occasion d'acquiescer de nouvelles compétences, notamment linguistiques, pour revenir plus fort sur le marché du travail français, où ils sont en concurrence avec des étrangers. On parle de compétitivité du pays, mais les jeunes ont intégré qu'ils ont besoin

d'être compétitifs individuellement.

Et les raisons négatives de partir, comme le chômage ?

Ne nous voilons pas la face : l'Europe est en crise, le taux de croissance en France est de 0,1 %, quand d'autres pays ont des croissances de 7 %.

Pourquoi nos jeunes n'en profiteraient-ils pas ? Et arrêtons de dire que tout le monde veut quitter la France depuis que Hollande a été élu, ce n'est pas vrai : la communauté française à l'étranger a doublé depuis dix ans, c'est un mouvement de long terme.

Ce combat n'est pas gagné...

Les jeunes sont déjà convaincus de bienfaits de la mobilité. Et il serait dommage que la génération d'avant, qui n'a pas pu ou pas voulu partir, les stigmatisent en parlant de fuite ou d'évasion. On a un problème en France, on est trop dans nos frontières, car nous n'avons jamais connu de vague d'émigration. Mais la mondialisation a rattrapé la France, et nous devons nous l'approprier. Alors je dis à ces jeunes en France, on est trop dans nos frontières, prenez des risques, et revenez plus forts !

Propos recueillis par E.B.

Léo Denès, de Besançon à Sydney

« Les Français sont considérés comme des bossueurs par les patrons australiens », explique Léo Denès. Ce jeune expatrié de 33 ans, originaire de Besançon (Doubs) et diplômé de l'école de management de Lyon (EM Lyon), vit à Sydney depuis 2007. Il y a trois ans, il a créé la société australienne qui conseille et accompagne les jeunes diplômés français pour trouver un « job » au pays des kangourous. Les candidats sont généralement des diplômés qui n'arrivent pas à trouver un premier emploi et qui tentent leur chance ici. Le travail pour des Français âgés entre 25 et 40 ans, principalement des ingénieurs, des diplômés d'écoles de commerce... Mais en Australie, les recruteurs ne font finalement pas trop attention aux écoles. Il n'y a pas ce côté élitiste qui



Léo Denès, à gauche, « coache » les Français pour trouver un « job ». Photo DR

existe en France. On va surtout rechercher une expérience, une personnalité... L'esprit critique d'un Français peut être un atout », note-t-il. Chaque année, envi-

ron 20 000 visas sont délivrés à des Français. « Les gens restent de plus en plus longtemps. Il y a une dizaine d'années, un expatrié ne restait qu'un an en moyenne », constate le jeune Français. De nombreux compatriotes tentent leur chance avec un visa d'un an en poche. « En moyenne, il faut entre 2 et 6 mois pour décrocher son premier emploi. Une fois embauché, il est possible de rester au moins 4 ans sur place », ajoute le « coach » pour expatriés.

Plusieurs domaines d'activités recrutent actuellement en Australie : finance, achat, ingénierie, économie du web...

Mais attention, l'Australie n'est pas non plus un Eldorado, tempère le jeune expatrié.

Patrice BARRÈRE

Politique L'ex-Premier ministre à l'offensive après le non-lieu de l'ex-Président dans l'affaire Bettencourt

Fillon - Sarkozy : Juppé en arbitre

Le cofondateur de l'UMP, Alain Juppé, se pose en arbitre entre les deux prétendants et met en garde contre une explosion du parti, miné par les querelles internes et la guerre des chefs en vue de la présidentielle de 2017.

« Halte au feu ! Il y a de l'avenir de notre pays. » Alain Juppé tire la sonnette d'alarme à l'UMP après l'offensive de François Fillon contre l'ancien président. Le député de Paris, candidat malheureux à la présidence du parti de droite, se dit « mieux placé que Nicolas Sarkozy pour l'emporter en 2017 » dans un entretien à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*. « Si je ne le pensais pas, je ne serais pas candidat », ajoute l'ex-Premier ministre. Et de tirer à boulets rouges sur l'ex-chef d'État : « Quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne campagne. On est obligé de se remettre en cause, sinon, c'est un bras d'honneur aux Français. »

Les déclarations de François Fillon ont surpris jusque dans son camp, où des députés, qui l'avaient soutenu dans sa bataille contre Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP, lui reprochent désormais de « cracher dans la soupe ».

« Je ne reconnais plus Fillon, l'homme d'État qui avait du recul », commente Damien Meslot (Territoire-de-Belfort). Idem pour Christian Estrosi, député-maire de Nice : « Si François Fillon franchit une ligne, bien évidemment c'est au côté de Nicolas Sarkozy que je me trouverai. »

La fin des querelles jusqu'en 2016 ?

Hier, Jérôme Chiffier, porte-parole de François Fillon, tentait de calmer le jeu, précisant que le candidat potentiel à la présidentielle avait ajouté : « J'imagine bien qu'il puisse y avoir d'autres candidatures. »

Mais pour Alain Juppé, cofondateur de l'UMP, cette nouvelle guerre fratricide dans le principal parti de l'opposition après le duel ro-

cambolesque Fillon-Copé il y a un an, est de trop. « C'est désormais la survie même de l'UMP qui est en jeu en raison de chicanes internes et de rivalités de personnes », prévient le maire de Bordeaux.

Dans son billet publié sur son blog, il analyse : « D'un côté, nous perdons sur le flanc centriste qui s'efforce de reconstituer l'ancienne UDF. De l'autre, en nous précipitant dans le piège de nos relations avec le Front national, nous décomplexons notre propre électorat qui cède de plus en plus aisément à la tentation de préférer l'original à la copie. »

Alain Juppé, auquel certains prêtent le souhait de

jouer le rôle de troisième homme face aux deux prétendants, propose d'attendre 2016 « pour choisir notre champion pour 2017 » et d'ici là, bannir les règlements de compte. Hier, lors du bureau

politique de l'UMP, le patron Jean-François Copé, qui ne cache pas non plus ses ambitions pour 2017, s'est borné à appeler à se recentrer sur les « préoccupations des Français ».



Sous le quinquennat Sarkozy, l'entente a souvent été de façade entre l'hyperséducteur et celui qu'il avait nommé son « collaborateur ». Photo AFP